

" Un journal c'est la conscience d'une nation." Albert Camus



www.jda.ci

Journal d'Abidjan

L'hebdo

N°188 du 16 au 22 Janvier 2020

CEI

VERS UNE OUVERTURE POUR
L'OPPOSITION ?

JULIENNE ATTÉ

NOUS AIDONS LES ENFANTS À
GUÉRIR

CYBERCRIMINALITÉ

DES PIRATES RUSSES AUX PORTES
DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

PDF Reducer Demo

SANTÉ

LA DIFFICILE MARCHÉ

GRATUIT
NE PEUT ÊTRE VENDU

Malgré les efforts de l'Etat, se soigner en Côte d'Ivoire n'est pas toujours aisé. Absence de plateaux techniques, rupture de médicaments, sont autant de maux qu'il faudra soigner.



MTN StandardPro **PDF Reducer Demo** **Gérez vos appels automatiquement**

Serveur vocal interactif – Enregistrement des appels – Numéro virtuel

Vous souhaitez ne rater aucun appel ou opportunités d'affaires ? Plus besoin d'installations coûteuses ou d'acquérir de nouveaux équipements informatiques.

MTN **StandardPro** gère jusqu'à 30 appels entrants de manière simultanée, message d'accueil en plusieurs langues, transfert des appels, messagerie vocale, notification SMS et email, historique d'appels, personnalisation du menu de gestion des appels

selon le jour et l'heure, enregistrement des appels, et bien plus encore.

Grâce à une application installée sur votre téléphone et votre ordinateur, votre numéro professionnel vous suit partout, en Côte d'Ivoire comme à l'étranger.

Contactez-nous dès à présent pour un essai gratuit (21 00 00 00 /standardpro.mtn.ci)



BUSINESS

ÉDITO

Plus de chaise vide...

Le dialogue entre le gouvernement et l'opposition vient de reprendre. Fait majeur, toutes les parties s'en félicitent et saluent cette reprise en ce début d'année 2020. Le PDCI semble avoir tiré toutes les conséquences de sa politique de la chaise vide lors des débats autour de la composition de la Commission électorale indépendante (CEI). Désormais, plus question de quitter la table des discussions, selon le Directeur exécutif de ce parti, Maurice Kacou Ghuikahué. Une bonne nouvelle pour l'ensemble des acteurs politiques, mais aussi et surtout pour les populations. Si tant est que le dialogue est l'arme des forts, comme le disait Félix Houphouët Boigny, cette volonté des politiques de s'asseoir sur la même table pour discuter du Code électoral est à saluer. Pourvu que toutes les questions soient abordées et épuisées, afin de donner de l'espoir à un peuple quelque peu crispé par la course au pouvoir. Ce qu'il attend, ce ne sont pas des accolades de façade, mais la création d'un cadre apaisé et propice à la paix pour les générations actuelles, afin que celles à venir puissent s'en inspirer. Asseoir un minimum de consensus avant la grande échéance d'octobre prochain devra être le leitmotiv. Et mettre fin à la politique de la chaise vide suppose que chaque partie est prédisposée à faire des concessions au nom de l'intérêt national. Cela suppose que les gouvernants, surtout, devront avoir l'esprit à amener tous et chacun vers le consensus. L'issue de ces discussions, qui doivent prendre fin avant la fin du premier trimestre 2020, nous donnera un aperçu de ce que sera octobre 2020. La classe politique a le dos au mur. Elle doit faire preuve de maturité et nous éviter une autre crise, qu'elle soit pré ou postélectorale. Les Ivoiriens veulent la paix et la transparence dans les urnes.

YVANN AFDAL

LE CHIFFRE

1 million fcfa

C'est le Produit intérieur brut (PIB) par habitant en Côte d'Ivoire, indicateur économique reflétant le revenu brut par tête d'habitant, en 2019.

Focus

ILS ONT DIT...

- « Notre seul intérêt, c'est la lutte contre le terrorisme, la stabilité et la souveraineté des États où nous sommes présents. Donc, les discours que j'ai pu entendre ces dernières semaines sont indignes. Ils sont indignes, parce qu'ils servent aussi d'autres intérêts. » **Emmanuel Macron**, président de la France, le lundi 13 janvier.
- « Par cette chaîne (chaîne nationale de solidarité), nous voulons construire une société plus solidaire où chacun, individuellement ou collectivement, a quelque chose à offrir aux autres, pour faire reculer la pauvreté et contribuer ainsi à créer les conditions d'une société inclusive. » **Mariatou Koné**, ministre de la Solidarité, le lundi 13 janvier.
- « Nous avons besoin des migrants. L'Europe vieillit et se meurt. Imagine quelle Europe fantastique nous aurions si tous ceux qui le souhaitent pouvaient accéder à notre continent. » **Leoluca Orlando**, maire de Palerme, le lundi 13 janvier.

RENDEZ-VOUS

Samedi 18 janvier 2020 :

21ème édition de la nuit des Ebony à l'hôtel Président de Yamoussoukro.

Vendredi 24 janvier 2020 :

English Language Day-Abidjan, à l'hôtel Palm-club à Cocody.

Samedi 25 janvier 2020 :

Cérémonie de présentation de vœux 2020, à l'espace Latrille Events à Cocody – 2Plateaux.

Vendredi 31 janvier 2020 :

Concert Tout va bien à l'Institut français au Plateau.

UN JOUR UNE DATE

16 JANVIER 2001 : Assassinat de Laurent Désiré Kabila, président de la République démocratique du Congo (RDC) il est succédé par son fils, Joseph Kabila.



Alejandro Giammattei, élu nouveau président du Guatemala, a été investi mardi 14 janvier 2020. Il sera à la tête de ce pays pour quatre ans.



Le Sénégalais **Lamine Diack**, visé par des accusations de corruption, risque jusqu'à dix ans de prison.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Les populations d'Adjouffou, quartier se trouvant à proximité de l'aéroport d'Abidjan, ont commencé à déménager leur affaires, mercredi 15 janvier avant la démolition du site prévu par l'État.

SANTÉ : LA DIFFICILE MARCHE

Depuis environ dix ans, la politique sanitaire a connu diverses mutations, de la gratuité à la mise en route de la couverture maladie universelle. Les programmes de réhabilitation et de construction de centres de santé sont passés par là et continuent. Mais les ivoiriens éprouvent encore des difficultés à se soigner aisément. Et les centres de santé continuent d'être sous le poids de patients de plus en plus nombreux et exigeant. Les cas de décès atroces, des familles et patients désabusés, l'on en compte quotidiennement et ce n'est pas pour demain la veille.

RAPHAËL TANOH

C'est un énième drame qui a connu son lot de commentaires, de condamnations et de sanctions pendant ces premiers jours de l'année 2020. Le 4 janvier dernier, dans une clinique de Yopougon, un nourrisson de 11 mois est mort, selon plusieurs témoins, « sans assistance ». Devant l'état de santé inquiétant du bébé, les parents s'étaient rendus dans un hôpital public de la commune. Faute de couveuse, toujours d'après les témoignages, ils ont été obligés de s'en remettre à un établissement sanitaire privé. Au sein de la clinique en question, où il lui a été diagnostiqué une infection pulmonaire avec complication, le bébé succombera. S'élève alors un tollé de protestations à travers la toile. Pour Hassan Hayek, le responsable de l'association de donateurs Bénévoles de premiers secours (BPS), c'est un scandale, car il a été exigé la somme d'un million de francs CFA aux parents avant de soigner le bébé. Chose que Kouamé Konan, responsable dudit centre, démentira plus tard. « L'enfant est arrivé à 13h, le vendredi. Le médecin pédiatre l'a pris en charge immédiatement. Avant même le paiement de la caution de 150 000 F pour l'hospitalisation. Les parents n'avaient que 110 000 F, mais nous avons commencé les soins », explique publiquement le responsable de la clinique. Mal-

heureusement, à l'entendre, il y a eu des complications qui nécessitaient des interventions à coût d'environ un million. « Les parents ont promis chercher l'argent, mais nous avons continué le traitement de l'enfant », précise Kouamé Konan. Hélas, le bébé décède peu après. D'après M. Kouamé, lorsque cela s'est avéré nécessaire, le personnel a appelé dans les centres hospitaliers universitaires (CHU) à la recherche d'une place pour l'enfant, en vain.

Drame Plus qu'un drame, c'est une situation qui dépeint objectivement, les réalités du système sanitaire pourtant en pleine mutation. « Si l'enfant n'a pas été admis dans un hôpital public, c'est parce qu'il n'y avait pas de couveuse », souligne Dr Guillaume Eso Apkess, secrétaire général du Syndicat national des cadres supérieurs de la santé de Côte d'Ivoire (SYNACASS-CI). Qui ajoute :



« Hormis l'hôtellerie, il a été maintes fois démontré que les cliniques privées en ne possèdent pas un meilleur plateau technique que nos hôpitaux publics. »

« ce qui nous a été démontré à travers ce drame, c'est l'absence de plateaux techniques dans nos centres de santé ». Une situation confirmée par Kouamé Konan, le responsable de la clinique dans laquelle est décédé le bébé : « Nous avons appelé les CHU pour voir s'il y avait de la place. Le bébé de 11 mois aurait pu être sauvé si,



L'accessibilité aux soins dans les hôpitaux publics reste une équation difficile.

dès le premier établissement public, il y avait eu de quoi s'occuper de lui », fustige Soumahoro Ben N'Faly, président de la Fédération ivoirienne des consommateurs Le Réveil (FICR). Il aurait pu être sauvé s'il y avait eu de la place dans les CHU pour le prendre en charge, croit-il. Quant à la clinique privée qui s'est occupée du bébé, pour le président du FICR, elle a exigé une somme que les

le président des consommateurs. Avant de regretter : « Malgré l'avènement de la CMU, le coût des soins n'est pas à la portée des populations, à cause de ce genre de subterfuge ».

Consultations Selon le Secrétaire général du Syndicat national des préparateurs et gestionnaires en pharmacie de Côte d'Ivoire (SYNAPGP-CI), le problème réside dans le

parents de l'enfant n'auraient pas pu payer de toute façon. « Tout cela est dû au fait que les médecins abandonnent les hôpitaux publics au bénéfice des cliniques privées. Lorsque les malades viennent les voir, ils sont pressés de les diriger vers des cliniques où ils travaillent. Et une fois là-bas, c'est le portefeuille qui parle d'abord », soupire

modèle économique des hôpitaux. « La santé au public a toujours été sociale. Dans les CHU, par exemple, la consultation revient à 2 500 F pour les généralistes, 3 500 F si le patient est face à un spécialiste et 5 000 s'il s'agit d'un professeur. Dans les hôpitaux généraux, c'est 500 F pour le médecin généraliste et 1 000 F pour les spécialistes. Vous





Repères

Consultation chez un généraliste au public : **1 000 FCFA.**

Constatation chez un généraliste au privé : entre **12 et 25 000 FCFA.**

Accouchement des mutualistes au privé : **300 000 FCFA.**

ne verrez cela nulle part ailleurs », explique Vazoumana Sylla. Le souci, dit-il, c'est la disponibilité d'un service public digne de ce nom où le malade peut se soigner à moindre coût. « Avec la fermeture du CHU et de l'hôpital général de Yopougon, il y a une très forte demande. À Abobo sud, par exemple, nous avons un déficit en gynécologie. Il n'y a pas de garde. À Abobo Nord, le bloc opératoire ne fonctionne pas. En cas de problème la nuit, le malade est donc obligé de se

diriger à Cocody pour se soigner. Et si là-bas vous n'avez pas de place, ça devient compliqué », poursuit M. Sylla. Selon Kouamé Konan sa clinique reçoit 60 000 consultations par an. Et avec le CHU de Yopougon fermé, à l'entendre, l'afflux sera encore plus important. Ce raisonnement est aussi partagé par Dr Guillaume Esso Apkess. Qui rappelle : «La seule chose qui oblige les malades à se diriger vers les cliniques privées, c'est l'absence de plateaux techniques dans le public. Si vous mettez cela en place, les drames que nous voyons cesserons ». D'après lui, la politique sociale mise en place par les autorités dans le secteur de la santé est à un tel seuil qu'au-delà, ce serait risqué. C'est juste que la quincaillerie fait défaut, pour Dr Apkess. Boko Kouao, porte-parole de la Coordination des syndicats du secteur santé (COORDISANTE) a, lui, une vision différente des choses. L'afflux des patients vers les cliniques ne signifie

pas, au dire de M. Boko, que les cliniques sont plus équipées que les hôpitaux publics. « Si les malades vont dans les cliniques, ce n'est pas pour avoir une meilleure prise en charge. Hormis l'hôtellerie, il a été maintes fois démontré que les cliniques privées en Côte d'Ivoire ne possèdent pas un meilleur plateau technique que nos hôpitaux », mentionne Boko Kouao.

Le privé Il faut tout de même viser le privé, insiste Soumahoro Ben N'Faly, car c'est l'une de causes des soucis de la santé en Côte d'Ivoire. « Le privé ne forme pas de médecins. Ce sont les médecins d'État qui l'alimentent avec des coûts faramineux », argumente-t-il. Faux diagnostic. Du moins, à entendre le président du Syndicat national des médecins privés de Côte d'Ivoire (SYNAMEPCI), Sidick Bakayoko, puisque qu'aujourd'hui, les cliniques ne font qu'appliquer les textes : le barème en vigueur depuis 1998. Par exemple, les consultations pour les médecins généralistes tournent entre 12 000 et 20 000 Francs CFA. L'accouchement normal est de 300 000 FCFA pour les mutuelles, etc. Des barèmes approuvés par le ministère de la Santé et de l'hygiène publique. En clair, Louan Née Abinan, Secrétaire générale adjointe du Syndicat des sages-femmes de Côte d'Ivoire (SYSAFCI), indique que le problème de la santé en Côte d'Ivoire provient d'une part de l'inaccessibilité des services publics et d'autre part, l'indisponibilité des traitements adéquats. « On dit à la population qu'on ne se soigne pas gratuitement à l'hôpital, mais c'est difficile. Lorsqu'une femme arrive pour accoucher il y a une liste de médicaments qu'on lui prescrit. Ces médicaments ne sont gratuits que si vous les trouvez dans une pharmacie publique. Mais, le plus souvent, ce n'est pas le cas », résume Mme Abinan. ■

3 QUESTIONS À



LOUAN NÉE ABINAN
Secrétaire générale adjointe du Syndicat des sages-femmes de Côte d'Ivoire (SYSAFCI)

1 Comment vivez-vous la gratuité des soins au niveau des sages-femmes ?

Les choses sont différentes dans la pratique. Nos maternités ne répondent pas aux normes, mêmes dans les Centres hospitaliers universitaires (CHU). Les lits d'accouchement ne sont pas adaptés, sans oublier le manque de matériel adéquat pour le travail. Nous avons énormément des besoins pour assister nos patientes. Lorsqu'une femme vient accoucher et que le matériel n'est pas disponible, elle est obligée de le payer de sa propre poche.

2 Selon vous, la santé coûte-t-elle cher ?

Avec les récentes mesures prises par les autorités, la santé ne coûte pas cher. Il faut juste mettre à la disposition des populations les outils pour accompagner la politique sanitaire. Et cela doit être l'une des priorités des autorités du secteur de la santé.

3 Notre système de santé a-t-il besoin de financements ?

Oui, il y a un énorme besoin de financements, surtout dans nos maternités. Mais je crois que les autorités sont en train d'y remédier. Cela a commencé avec la réhabilitation de plusieurs centres hospitaliers et nous espérons la poursuite de cette politique, avec à l'appui la construction et l'équipement de nouveaux centres. ■

CHU : UN PERSONNEL QUI PLOIE SOUS LA CHARGE ?

L'une des raisons invoquées pour expliquer certains drames survenus dans le passé dans nos hôpitaux publics était le manque de place, en plus de l'indisponibilité du personnel soignant. Une explication de plus en plus mise en avant par les premiers concernés, qui dénoncent souvent une trop grande charge de travail.

RAPHAËL TANOH



Le personnel des CHU se plaint très souvent de la charge des tâches.

Cette réflexion est maintes fois revenue dans les débats publics : le ratio hôpitaux population n'est pas équilibré. En clair, le personnel soignant bosse beaucoup trop. Au CHU de Cocody, par exemple, une source parmi sein des infirmiers affirme qu'ils travaillent 48 heures par semaine au lieu de 40 heures, comme l'exige la loi. Selon notre informa-

teur, il existait un système de garde permanence qui avoisinait même les 50 heures par semaine, qu'ils ont rejeté. Il y a des jours où rien qu'aux urgences médicales l'on pratique 15 césariennes, d'après un infirmier en poste dans ce centre hospitalier. Parfois, il y a presque 500 césariennes dans le mois. Guillaume Akpess, Secrétaire général du Syndicat national des cadres supérieurs de la

santé de Côte d'Ivoire (Synacass-CI), signale qu'outre le déficit en personnel, il y a la pyramide sanitaire, qui n'est pas respectée. Normalement, le malade doit commencer son parcours de soins en se rendant tout d'abord dans un centre de santé de premier contact. S'il n'arrive pas à être soulagé, on le dirige vers l'établissement sanitaire qui suit dans la hiérarchie, jusqu'à ce qu'il arrive en fin de course au

CHU. Sauf que ce parcours n'est pas respecté et que les CHU reçoivent des personnes qui souffrent parfois d'un simple mal de tête.

Surcharge La conséquence, c'est que vous avez dans certains CHU une trop forte affluence et que le personnel est surchargé. Et certains médecins se font même tabasser, comme nous l'avons vu au CHU de Yopougon », explique le médecin. C'est aussi l'une des raisons, à l'entendre, qui poussent les malades à se rendre dans les cliniques privées. Le Docteur Albert Edi Ossohou, Directeur de la médecine hospitalière et de proximité au ministère de la Santé et de l'hygiène publique, relativise quant à lui la situation en ces termes : «le personnel ne peut pas se plaindre d'une certaine surexploitation alors que quand certains agents de santé, quand ils finissent leur service dans le public, vont travailler dans des cliniques privées ». Toutefois, évoquant le recrutement de 3 à 4 000 nouveaux soignants en 2019, le Docteur Edi Ossohou note tout de même que le besoin en personnel se fera toujours sentir avec la création de nouveaux hôpitaux. ■

LE DÉBAT

Les coûts des soins sont-ils accessibles à la population ?



BERTHÉ BENGALI
EMPLOYÉ DANS LE PRIVÉ

Les soins sont accessibles à la population. On voit bien que les autorités œuvrent pour réhabiliter ou créer de nouveaux centres de santé. Le centre hospitalier de Yopougon est en réhabilitation et celui d'Angré a été ouvert pour accueillir les malades. Tant que les patients fréquenteront les services publics, les coûts des soins resteront abordables et les populations pourront se soigner aisément. Le problème que nous avons c'est la mise à niveau de nos hôpitaux, qui a pris du retard à cause de plusieurs décennies de crise. Mais ce retard est en train d'être rattrapé. Aujourd'hui, vous avez la CMU qui vient couronner le tout. Cela rendra les coûts plus accessibles pour le plus grand nombre.



AUGUSTE ASSALÉ
ÉTUDIANT

En vérité, l'accessibilité aux soins est toujours un problème majeur pour les Ivoiriens. Dans les CHU et les autres hôpitaux, les malades n'arrivent pas à avoir la qualité de soins qu'ils désirent. Je pense que la politique sanitaire mise en place pour aider les populations bute sur le manque d'infrastructures adéquates. Quand les matériels sont présents, c'est l'absence de places pour les malades. Et quand il y a de la place, le matériel manque. La conséquence, c'est que les gens se dirigent vers les cliniques privées, où le coût n'est pas abordable pour les plus pauvres. Pour être pris en compte, il faut donc payer plus cher et cela est un frein pour les plus démunis.

RACONTEZ-NOUS VOS HISTOIRES TELLES QUE VOUS LES VOYEZ

Si vous souhaitez voir votre travail Photographique publié dans le Magazine Point Focal,
voici comment nous envoyer vos images:

Faites une sélection d'images (Jusqu'à 10 images au total) avec toutes les informations
sur les réglages, l'appareil photo et l'objectif utilisés, un récit et votre photo personnelle à
contact@pointfocal-mag.com



www.pointfocal-mag.com

 focal

CEI : VERS UNE OUVERTURE POUR L'OPPOSITION ?

Depuis le retour d'une partie de l'opposition représentée par le PDCI, dans le dialogue politique autour de l'organe électoral, les voies diplomatiques sont également ouvertes pour que, dans l'organigramme de la CEI, ce parti puisse avoir une place.

YVANN AFDAL



L'opposition espère tirer profit de cette reprise du dialogue.

Les choses devraient aller très vite et permettre une décrispation de l'atmosphère politique. Le retour du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) et de la coalition Ensemble pour la démocratie et la souveraineté (EDS) à la table des

a dilué la position de ces derniers. Place désormais à des négociations qui pourraient aboutir à une place au sein de la commission centrale et au sein des commissions locales.

Ouverture LAu-delà des rires et autres accolades qui

« Si le PDCI et EDS doivent y avoir des représentants, ils doivent également passer par des élections »

négociations, devrait ouvrir de nouvelles perspectives. S'ils ont tancé l'entrée du Front populaire ivoirien (FPI) à la Commission électorale indépendante (CEI), l'échec auprès de la Cour Africaine,

entourent les rencontres du dialogue politique, le PDCI et EDS souhaitent avoir une place au sein de la commission centrale afin de porter le nombre des commissaires à 16. « En théorie, ce n'est

pas acceptable. Mais sur le terrain politique, tous se négocient et cela peut se faire dans ce cadre et permettre d'apaiser les uns et les autres » explique un ancien membre de la CEI. Selon ce dernier, après l'élection des présidents et membres des commissions locales, le gouvernement pourrait consentir à faire de la place pour certains représentants du PDCI. « Ce sera tordre le cou aux règles déjà en vigueur. Les membres des CEI locales ont été élus. Si le PDCI et EDS doivent y avoir des représentants, ils doivent également passer par des élections » lance un membre d'une CEI locale. « Ce sont ce genres d'arrangements politiques qui handicapent notre jeune démocratie. Quand cela arrange tout le monde, on se tait là-dessus mais cela fini par nous rattraper » ajoute-t-il. De sources proches du gouvernement, l'on estime que dans un débat, tout reste possible tant qu'il y'a un minimum de consensus explique un fonctionnaire du ministère de l'administration territoriale. D'ici la fin du premier trimestre 2020, le pouvoir et l'ensemble de l'opposition devrait pouvoir s'accorder sur le code électoral fixant le cadre des élections à venir. L'issue de ces discussions devrait donner un avant-goût de ce que sera l'élection présidentielle, la première de cette nouvelle commission électorale conduite par le magistrat Ibrahim Kuibiert Coulibaly. ■

EN BREF

OCTOBRE 2020 : ÇA BOUGE AU PDCI

Prévu le 12 juin prochain, la convention du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) pourrait enregistrer plusieurs candidatures. En dehors de celle d'Henri Konan Bédié attendue, l'on pourrait s'attendre à celles de Jean Louis Billon, Thierry Tanoh et probablement celle de Bertin Kouadio Konan. Cheville ouvrière de l'organisation de cette convention, le Secrétaire Exécutif du PDCI ? Maurice Kakou Guikahué s'active pour l'organisation pratique.

JUSTICE : GUILLAUME SORO ET SES HOMMES RESTENT SOUS PRESSION

Entre perquisitions et interpellations, les proches de Guillaume Soro restent sous la pression de la justice depuis le 23 décembre. Après avoir séparé les 15 qui étaient détenus, d'autres prisonniers comme le frère cadet du député Alain Lobognon, a été interpellé et plusieurs autres restent recherches par les services de la justice et plusieurs sites occupés par Guillaume Soro et certains de ces proches devraient être visités dans les jours à venir par des éléments de DST. ■

Affi - Gbagbo Vers un second round

Au bord de la lagune Ébrié, la rencontre entre Pascal Affi N'Guessan et Laurent Gbagbo n'a pas encore livré tous ses secrets. De sources proches des deux hommes, qui se disputent la tête du Front populaire ivoirien (FPI), une autre rencontre devrait se tenir à Bruxelles avant la fin du premier trimestre 2020. Pascal Affi N'Guessan, qui a

toujours défendu la thèse selon laquelle il remettra le parti à son « mentor », semble être pris à son propre piège et ses ambitions présidentielles quelque peu contrées. Laurent Gbagbo, qui n'a pas renoncé à sa volonté d'être candidat à la présidentielle d'octobre prochain, l'aurait invité à organiser un congrès qui réunira les deux tendances du parti et le plébiscitera afin

de lui mettre toutes les cartes en main. Une hypothèse qu'Affi n'avait pas vu venir. Consultant depuis peu ses proches collaborateurs, il espère garder une certaine marge de manœuvre et pouvoir jouer sur le temps. La Cour pénale internationale pourrait se prononcer sur le cas Gbagbo d'ici juin prochain et Affi mise sur ce calendrier. Mais, depuis Bruxelles, Lau-

rent Gbagbo souhaiterait que les choses se clarifient au début du deuxième trimestre 2020. Exerçant ainsi une certaine pression sur Pascal Affi N'Guessan, qui devrait retourner à Bruxelles très bientôt afin de lui faire des « propositions concrètes, avec un calendrier précis», vu que lors de l'échéance 2020 le FPI ne compte surtout pas jouer les seconds rôles. ■



ROGER BANCHI

le controversé

ANGE STÉPHANIE DJANGONÉ

Numéro un de GPS à Paris, le mouvement de Guillaume Soro, Roger Banchi a déjà travaillé avec ce dernier dans le cadre de la rébellion avant que les choses ne se dégradent entre les deux hommes.

Quand la rébellion éclate en 2002, Roger Banchi fait partie des premières figures. Peu bavard à l'époque, il finit par se faire discret et s'éloigne de ses compagnons. Dès son âge, l'on lui connaît une proximité avec des jeunes de son âge comme Hamed Bakayoko dont il a été directeur de campagne en 2000 à Cocody lors des élections municipales.

Verbe tranchant Toujours caché derrière ses lunettes, Roger Banchi, la cinquantaine montante, a de tout le temps pris des positions assez tranchées. L'homme d'affaire qu'il est perd plusieurs de ses soutiens et se trouve quelque peu ruiné. Numéro 2 de la rébellion à cette époque, il n'hésite pas à déposer ses bagages au gouvernement en 2003 alors que ces camarades disent niet. Il se murmure à l'époque qu'il a touché « une forte enveloppe » de la part du camp Laurent Gbagbo qui multipliait les actions afin de fragiliser la rébellion. Il flirte discrètement avec certains pontes du régime à Abidjan mais cela est de courte durée. Il s'éloigne ainsi de la politique, quitte la Côte d'Ivoire et tente de reprendre les affaires sans succès. Les portes tant du côté de l'opposition, de la rébellion au du pouvoir lui sont fermés. Personne ne voulait « s'afficher avec lui car son goût pousser pour l'argent pouvait le faire changer de conviction du jour au lendemain » se rappelle un ancien membre de la rébellion. En 2011, il se montre très critique à l'endroit de Guillaume Soro qu'il ne manque pas de tancer dans une série de tweet. Ses critiques se feront par la suite à l'endroit de la gouvernance Ouattara. Quand son ancien compagnon Guillaume Soro tombe en disgrâce, il se rapproche rapidement de ce dernier. « Nos chemins n'auraient pas dû se séparer. Nous n'avons pas eu le temps de mieux nous expliquer sur certains choix » confie-t-il à certains de ces proches pour expliquer son revirement. Désormais membre du mouvement mis en place par Guillaume Soro (Génération et peuples solidaires) dont il assure la direction depuis décembre, Roger Banchi rêve d'un comeback fracassant sur l'espace politique. Mais au sein de la sorosphère, la confiance n'est pas pour autant totalement de retour. « Notre leader Guillaume Soro ne repousse personne. Plusieurs de ses compagnons qui l'avaient abandonné sont de retour. Il a une histoire particulière avec chacun d'entre eux comme il a pour habitude de nous le rappeler. Mais en homme politique averti, il reste sur ses gardes » nous confie l'un d'entre eux. Selon ce dernier, le climat actuel est propice à la méfiance générale autour de Guillaume Soro et « voir certains revenir dans ce contexte, suscite naturellement des interrogations. » ■



Tous les jeudis

1^{er} HEBDO GRATUIT EN LIBRE-SERVICE

DISPONIBLE À ABIDJAN :

DANS LES MEILLEURS RESTAURANTS

- LA CROISSETTE
- CHEZ GEORGES
- LE GRAND LARGE
- 37°2
- ABOUSSOUAN
- CASE D'EBENE
- HIPPOPOTAMUS
- ETC.

COLPORTAGE À L'ENTRÉE DES GRANDS CENTRES COMMERCIAUX

- CAP SUD
- PLAYCE
- CAP NORD
- PRIMA
- SOCOCE
- LEADER PRICE RIVIERA GOLF
- HAYAT 2-PLATEAUX

DANS LES PLUS GRANDES CLINIQUES

- PISAM
- GROUPE MEDICAL DU PLATEAU
- POLYCLINIQUE DE L'INDENIE
- POLYCLINIQUE DES 2 PLATEAUX
- ETC.

DANS LES GRANDS HÔTELS

- SOFITEL HÔTEL IVOIRE
- RADISSON BLU
- GOLF HOTEL
- IVOTEL
- ETC.

TEL : 22 01 99 99

CYBERCRIMINALITÉ : DES PIRATES RUSSES AUX PORTES DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

L'avertissement est de première main: Kaspersky Lab, le plus grand fabricant de logiciels russe et l'une des principales sociétés mondiales dans le domaine de l'informatique de sécurité, parle d'une vague d'attaques ciblées contre les grandes banques dans certains pays africains.

YVANN AFDAL AVEC KASPERSKY LAB



Les cybercriminels russes sont de plus en plus actifs en Afrique.

Depuis le début de l'année, Kaspersky Lab dit avoir bloqué des centaines et parfois même des milliers de tentatives d'attaquer l'infrastructure des banques en Afrique chaque

dans les banques et envoient des e-mails de phishing infectés par des virus. Lorsque ces e-mails sont ouverts, les utilisateurs chargent involontairement des chevaux de Troie sur leurs



Investissements : 1 125 milliards FCFA
Lomé : 1,2 million de conteneurs

jour, selon Sergeï Golovanov, expert en chef de ses programmes antivirus.

Silence Les assaillants seraient le groupe de piratage russo-phonie Silence. Les rapports de ce groupe ont été publiés pour la première fois en 2016. Les membres se sont spécialisés

ordinateurs ou téléphones portables, qui espionnent ensuite les données confidentielles, telles que les mots de passe. Selon Golovanov, les pirates se concentraient sur l'Europe de l'Est, la région Asie - Pacifique et l'Amérique latine. Depuis la fin 2019, cependant, ils ont de plus en plus porté leur attention

sur d'autres objectifs. Avec les banques africaines, Silence a déjà obtenu des droits d'administrateur dans des réseaux internes, avec l'aide desquels il analyse actuellement l'infrastructure pour détecter ses faiblesses. « Les attaques sont déjà dans leur phase finale », selon Kaspersky Lab. Cela devrait signifier que Silence possède déjà un certain nombre de données clients confidentielles et essaie maintenant de les utiliser à des fins de fraude. « Le principal objectif de Silence est le vol d'argent », confirme Golovanov. Kaspersky estime que les pirates tentent de voler en moyenne environ 1 million de dollars par attaque, soit environ 590 millions de francs CFA. Selon certaines informations, Silence n'est pas le seul groupe de hackers russophones à avoir investi dans les banques : en octobre de l'année dernière, Group-IB, une autre société russe de logiciels de sécurité, partenaire d'Interpol et d'Europol, a nommé cinq groupes dangereux pour les banques russes. En plus de Silence, il s'agissait de Cobalt, MoneyTaker, Lazarus et SilentCards. Selon Group-IB, un autre groupe de hackers, TA505, a également augmenté significativement ses activités mondiales, notamment vers les banques africaines, fin 2019. Group-IB mentionne spécifiquement le Sénégal comme l'un des pays concernés. Les pirates informatiques s'appuient sur les retards technologiques et les problèmes de sécurité correspondants dans la région. ■

EN BREF

LA CÔTE D'IVOIRE VA MOBILISER 1500 MILLIARDS SUR LE MARCHÉ

La Côte d'Ivoire, selon Jules Coulibaly, directeur de la dette publique et des dons au trésor public, projette mobiliser 1 500 milliards de Francs CFA sur les marchés financiers au cours de l'année 2020. Le besoin de financement du budget 2020 s'élève à environ 1 500 milliards enregistrant une hausse de 174 milliards de FCFA par rapport à 2020.

HÉVÉA : LA PRODUCTION DOPÉE PAR UNE EMBELLIE DES PRIX

Plombée depuis plusieurs années, la filière Hévée connaît actuellement une conjoncture favorable sur les marchés internationaux connaissant une évolution estimée à 12, 21%. Cette embellie des cours a permis à la Côte d'Ivoire d'avoir une production atteignant la barre de 478 552 tonnes. Cette embellie devrait, selon les prévisions, se poursuivre jusqu'à la fin du premier trimestre 2020. Durant l'année 2019 les cours étaient restés en berne avant de connaître une hausse à partir du dernier trimestre 2019. ■

UEMOA La Côte d'Ivoire va mobiliser 55 milliards de francs CFA

Pour cette année 2020, la Côte d'Ivoire envisage de mobiliser 93,4 millions de dollars, soit 55 milliards de francs CFA, sur le marché monétaire de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). En effet, cette opération, qui est prévue pour se dérouler dans les jours à venir, va consister en une émission de Bons assimilables du Trésor (BAT)

ayant des maturités de trois et de douze mois. Avec des échéances respectivement fixées au 14 avril 2020 et au 12 janvier 2021, chaque bon aura une valeur unitaire d'un million de francs CFA et sera souscrit à des taux multiples. Cette nouvelle sortie sur le marché monétaire intervient alors que le budget 2020 de l'État de Côte d'Ivoire, adopté en

novembre 2019, s'équilibre en ressources et en charges à hauteur de 8 061 milliards de francs CFA (en progression de 9,9% par rapport au budget 2019, dont le montant était de 7334,3 milliards de francs CFA) et prévoit la mobilisation de 1494,3 milliards de francs CFA sur les marchés financiers de l'UEMOA. Cela permettra de financer des

dépenses prévues de l'ordre de 5 807 milliards de francs CFA, pour un déficit budgétaire tournant autour de 3% du Produit intérieur brut (PIB). Rappelons qu'en 2019 le pays avait levé 1382,78 milliards de francs CFA sur le marché monétaire de l'UEMOA pour financer ses projets de développement. ■

Manon Karamoko Le parcours exemplaire d'une Ivoirienne

Manon Karamoko, Présidente directrice générale d'Unilever Côte d'Ivoire, est l'une des rares jeunes femmes qui occupent ce genre de poste de haut niveau en Afrique.

MARIE-BRIGITTE KOMONDI

« Sa place dans la société, elle la doit à elle-même, à ses compétences et à sa détermination. Malgré le fait qu'elle se soit souvent retrouvée dans des milieux où elle était soit la plus jeune, soit la seule femme, Manon Karamoko ne s'est jamais montrée faible. Elle s'est toujours battue pour s'affirmer. « J'ai commencé à travailler très jeune. J'ai travaillé tellement fort et tellement dur. Je me suis toujours donnée à 200% dans mon travail. Et c'est ce qui me vaut d'être là aujourd'hui », déclare-t-elle. Issue d'une famille de 3 filles et de 6 garçons, dont elle est la benjamine, Manon Karamoko a eu un parcours assez intéressant, selon ses propres dires. « J'ai dû à chaque fois me battre pour m'imposer et pour être considérée au même titre que les autres, non seulement du point de vue de ma jeunesse,

mais également du fait que je suis une femme ».

Parcours exceptionnel
Mme Karamoko jouit surtout d'un parcours professionnel exceptionnel. Elle est titulaire d'un Master en comptabilité de George Washington University (Washington DC, USA), d'un Bachelor de finance de Northeastern University (Boston MA, USA). Mme Karamoko a également une Maîtrise en management du Centre d'études franco-américain de management, qu'elle a obtenue au CEFAM Lyon, en France. Ce qui lui a d'ailleurs permis d'occuper d'importants postes. Elle a été comptable senior à Microsoft West and Central Africa et occupé de hautes fonctions au sein du groupe international Novartis, leader suisse de l'industrie pharmaceutique. Depuis janvier 2018, elle était la directrice financière



Mano Karamoko une étoile montante.

Afrique francophone de l'Ouest et du Centre d'Unilever. Aujourd'hui âgée de 39 ans, elle est depuis octobre 2018, en plus de sa fonction de directrice financière, Présidente directrice générale d'Unilever Côte

d'Ivoire. Aux femmes ivoiriennes et africaines, elle conseille de ne jamais se laisser abattre par une quelconque situation et de faire toujours face. Car c'est en travaillant que l'on devient indépendante. ■

LES 15 PEPITES QUI TRANSFORMENT LA COTE D'IVOIRE

Manifestez votre intérêt sur www.bit.ly/LESTOP15

Jusqu'au 7 février 2020



JULIENNE HOVI ATTÉ : « NOUS AIDONS LES ENFANTS À GUÉRIR »

Créé au même titre que ceux des Centres hospitaliers universitaires (CHU) de Yopougon et de Treichville, le Centre d'éveil du CHU de Cocody, fait chanter, raconte des histoires et organise différents programmes de distraction pour les enfants qui viennent s'y faire soigner. Inspectrice de l'éducation spécialisée et responsable du Centre d'éveil du CHU de Cocody, Julienne Hovi Atté nous en parle.

RAPHAËL TANOH



Hovi Atté Julienne a reçu une formation d'inspecteur en éducation.

Vous êtes peu connus de la population. Qu'est-ce qui explique cela ?

Il n'y a que ceux qui viennent se faire soigner qui savent que nous existons. Mais cela est en train de changer, les Centres d'éveil sont de plus en plus médiatisés.

Pourquoi un Centre d'éveil au CHU de Cocody ?

Il a été créé pour rassurer l'enfant, lui permettre de mieux accepter les soins médicaux, bien guérir, ou-

blier ses angoisses. Ici, nous sommes en contact avec des enfants souffrant d'insuffisance rénale, de méningite, de toutes sortes de maux et, qu'ils soient hospitalisés ou de passage, il faut leur donner de l'affection. Ce service existe depuis 1998. L'initiative vient du fait que nous avons remarqué que nos enfants n'aiment pas rester sur place. Un enfant en bonne santé déborde d'énergie, il bouge beaucoup. Quand il est assis dans un coin, ce n'est pas bon signe. Il fallait donc des

Centres d'éveil dans les pédiatries.

Le centre parvient-il à apporter du bien-être aux enfants ?

Il y a une anecdote que j'aime raconter pour expliquer ce que nous faisons. Il y a quelques années, une stagiaire est venue en salle d'hospitalisation chanter une berceuse au cours d'une évaluation. Pendant son chant, une jeune fille dans le coma s'est brusquement réveillée et s'est mise à chanter elle aussi. Cela nous a tous laissé sans voix. Ce jour-là, l'une des superviseuses, qui était contre le service d'éveil, est devenue une défenseuse inconditionnelle du centre. Nous sommes là pour cela. Nous aidons les enfants à guérir.

Quels sont les besoins pour faire fonctionner correctement ce service ?

Nous avons besoin de personnel. Il faut un éducateur dans chaque service. Quand l'enfant est de passage, il peut venir d'abord ici, dans nos locaux, jouer, bavarder, avant d'être reçu par le médecin. Ce qui lui permet de combattre son angoisse de l'hôpital. Les locaux manquent également de commodités. Il n'y a pas de réfrigérateur pour conserver, par exemple, les jus destinés aux enfants. Nous avons aussi besoin de Wifi pour faire des recherches et organiser des activités adaptées. ■

EN BREF

L'UE RENFORCE LES CAPACITÉS D'INTERVENTION DE L'ONPC

L'Union Européenne (UE) a remis, mardi 14 janvier, à Abidjan, à l'Office national de la protection civile (ONPC), du matériel de protection et d'intervention rapide aux sapeurs-pompiers civils exerçant dans les centres de secours d'urgence (CSU) du pays. Ce don de l'UE comprend du matériel incendie, 565 tenues de protection, des motopompes destinés à sécher les locaux inondés et de casques modernes F2 propres aux feux de brousse. L'objectif est de renforcer les capacités d'intervention des sapeurs-pompiers et aussi, rendre opérationnelle, leur action dans les 30 CSU, a expliqué, le chef de mission Expertise France, le général Jean Michel Luccittu. «Le projet touche à sa fin puisqu'il terminera le mois de février mais il y a encore du matériel qui est arrivé et aussi, d'autres matériels qui vont arriver dans les prochaines semaines», a indiqué M. Luccittu.

ÉTAT CIVIL ET IDENTIFICATION : LE CONSEIL DE SURVEILLANCE DE L'ONE-CI INSTALLÉ

Le ministre de la santé et de l'hygiène publique, Dr Eugène Aka Aouélé, a procédé le mardi 7 janvier à la fermeture d'une clinique privée à Yopougon suite à une violation du code de déontologie médicale. Cette décision du ministère, fait suite au refus de cet établissement sanitaire d'apporter assistance à une fillette de 11 mois très mal en point, exigeant de ses parents le dépôt d'une caution d'un million de franc CFA, avant sa prise en charge. La fillette décèdera plus tard. Une situation malheureuse qui sera relayé plus tard sur les réseaux sociaux. Ayant eu échos de cette situation dramatique, M. Eugène Aka Aouélé se saisi de l'affaire. Cette clinique est donc fermée pour une période de 30 jours pour des faits de violation à la législation et à la réglementation sanitaire ainsi qu'au code de déontologie médicale. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

SOUBRÉ : LE PROJET ACCEL AFRICA VEUT EN FINIR AVEC LE TRAVAIL DES ENFANTS

Le projet ACCEL Africa, destiné à accélérer l'action pour l'élimination du travail des enfants, a été présenté, mardi 14 janvier à Soubré (région de la Nawa) à l'initiative du Bureau international du travail (BIT). Ce projet qui est mis en œuvre dans les localités de Soubré et M'batto et qui prendra fin le 30 novembre 2022, vise à accélérer l'action pour l'élimination du travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement du cacao et de l'or issu de l'orpaillage à travers deux axes, selon son coordonnateur en Côte d'Ivoire, Euphrem N'Dépo. Un premier axe va permettre de générer des connaissances et des informations sur le fonctionnement de la chaîne de valeur cacao et or à travers des études, afin de mener des actions, en vue d'accélérer la lutte contre le travail des enfants. Le second va permettre d'apporter des appuis pour lutter contre les causes profondes du travail des enfants. Pour le préfet de la région, Messamba Koné, ce projet permettra de mener des actions concrètes pour l'élimination du travail des enfants dans cette zone à forte production agricole et d'orpaillage. ■

GAMBIE : JAMMEH VEUT RENTRER, LE GOUVERNEMENT L'AVERTIT

L'ancien Président gambien Yahya Jammeh, en exil en Guinée équatoriale, a lors d'un enregistrement manifesté son désir de rentrer dans son pays.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Yahya Jammeh soulève encore des passions en Gambie.

Il a réclamé le samedi 11 janvier le respect par l'actuel gouvernement de ce qu'il considère comme ses droits, notamment celui de revenir dans son pays. L'enregistrement d'une conversation de Yahya Jammeh, forcé à l'exil depuis 2016, avec un responsable de son parti, l'Alliance patriotique pour la réorientation et la construction (APRC), a été diffusé sur les réseaux sociaux. L'expresident y apporte son soutien à une manifestation prévue en sa faveur par ses supporters le 16 janvier. « Je ne veux aucune violence, je ne veux pas qu'on touche ou

détruisse quoi que ce soit », mais ils (ses partisans) doivent « signifier clairement (aux autorités) qu'il faut appliquer l'accord. Il faut appliquer l'accord, point final ». L'accord auquel Jammeh fait allusion a été négocié par l'Union africaine, la CEDEAO et les Nations-Unies pour l'inciter à quitter le pouvoir sans violence. Dans un communiqué final publié en janvier 2017, ces organisations s'engageaient à œuvrer avec le gouvernement gambien pour le respect de la sécurité et des droits de Yahya Jammeh, notamment celui de rentrer en Gambie en tant que ci-

toyen et ancien chef de l'État.

Le gouvernement avertit

Le porte-parole du gouvernement gambien, Ebrima Sankareh, a, sur les ondes de la BBC, averti Jammeh de ne pas tenter de rentrer chez lui après son exil en Guinée équatoriale. La sécurité de Jammeh ne pourrait pas être garantie s'il revenait sans autorisation, a-t-il déclaré. Il a en outre confié ne pas « savoir » de quel accord parle l'ex-président et assure qu'Adama Barrow, actuel chef de l'État, n'a jamais signé un tel document. Contrairement au gouvernement, plusieurs organisations, notamment celles des droits de l'Homme, souhaitent voir Jammeh retourner dans le pays pour faire face à la justice. Depuis un an, une Commission vérité entend les témoignages accablants des présumées victimes des atrocités commises sous son régime. La Commission pourra ensuite recommander des poursuites judiciaires. Sur la BBC toujours, Ousman Rabbo Jatta, chef intérimaire de l'APRC, a plaidé en faveur de Jammeh afin que ce dernier puisse être « autorisé à vivre en paix en Gambie, plutôt que d'être jugé pour des allégations de violations des droits de l'Homme ». Il a prévenu que toute tentative d'arrestation entraînerait un « bain de sang ». ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

USA : 21 SAUDIENS EXPULSÉS

Le 6 décembre 2019, un militaire saoudien avait tué trois Marines et blessé huit autres sur une base aéronavale en Floride avant d'être abattu. Le 13 janvier 2020, le ministre américain de la Justice, Bill Barr, a annoncé que cette attaque était considérée comme un « acte terroriste ». En conséquence, 21 militaires saoudiens vont être renvoyés dans leur pays. Ni le Pentagone, ni le département de la Justice n'en ont donné les raisons. Mais, selon certaines sources, ils sont accusés d'avoir des liens avec des mouvements extrémistes et / ou d'être en possession de matériel de « pornographie infantile ». En outre, l'enquête du FBI aurait révélé que certains de ces militaires n'avaient pas signalé le comportement « inquiétant » du sous-lieutenant Alshamrani avant son passage à l'acte. Sans attendre les investigations, le Pentagone avait déjà imposé des restrictions aux 850 militaires saoudiens alors en formation aux États-Unis, suspendant leur « entraînement opérationnel », le temps de « réviser les procédures de sécurité » et « leurs antécédents ». ■

Aviation civile La Chine bientôt N°1 mondial

L'industrie de l'aviation civile chinoise est en pleine expansion. La Chine devrait même, selon l'Association internationale du transport aérien (IATA) devenir d'ici mi-2020 le plus grand marché de l'aviation civile devant les États-Unis. « L'empire du milieu » compte 39 méga-aéroports civils, qui ont accueilli chacun plus de 10 millions de passagers en 2019, selon les autorités mondiales en charge du secteur. Le nombre total d'aéroports civils chinois s'élevait à 238 fin 2019, d'après les dernières données de l'Administration de l'aviation civile de Chine (AACC). En 2019, le nombre d'aéroports généraux certifiés était de 246 en Chine, dépassant pour la première fois

celui des aéroports civils. La capacité de services et la compétence globale de l'industrie de l'aviation civile chinoise se sont renforcées en 2019, a noté l'AACC. L'année dernière, le secteur de l'aviation civile du pays a traité 660 millions de voyages et 7,52 millions de tonnes de fret, en hausse de 7,9% et de 1,9% respectivement. En 2018, les recettes annuelles de l'industrie de l'aviation civile chinoise s'élevaient à 875 milliards de yuans, soit une hausse annuelle de 17%. Le volume des passagers aériens en Chine devrait également atteindre 1,6 milliard de personnes d'ici 2037. ■

B.S.H.

BSH

BOXE : UN PROGRAMME SUR MESURE EN 2020

La boxe ivoirienne va faire son come-back au cours de l'année 2020, sous de meilleurs auspices. La Fédération ivoirienne de boxe (FIB) a concocté un programme alléchant pour cette nouvelle saison qui devrait marquer la renaissance de cette discipline.

ANTHONY NIAMKE



Les **Éléphants handballeurs** veulent faire bonne impression dans cette compétition africaine.

Élu à la tête de la Fédération ivoirienne de boxe (FIB) le samedi 27 juillet 2019 pour un mandat de quatre ans, Arthur Emmanuel Boua, s'est donné pour mission de repositionner la boxe professionnelle et, par ricochet, de promouvoir et de moderniser le noble art ivoirien. Cette discipline, qui essaie tant bien que

mal de survivre grâce à son passé, veut se faire une grande place au soleil du sport. Une promesse de campagne que le Président Boua compte bien respecter en cette nouvelle année, qui semble annoncer la renaissance de la boxe ivoirienne.

Programme chargé Aux dires du Président de la FIB, le championnat national de boxe

va démarrer fin avril 2020 et durer entre trois et quatre mois, en fonction du nombre de clubs qui s'inscriront. Une période de formation pour les entraîneurs et officiels se tiendra entre février et mars prochain, pour permettre à ces derniers d'effectuer une remise à niveau. « Nous devons rendre notre boxe accessible. Il y aura la formation de toutes les structures et, pour cela, nous ferons appel à des experts », insiste M. Boua. Pour ce qui est des Jeux Olympiques, qui se tiendront dans quelques mois, la boxe ivoirienne veut aussi être de l'expédition pour Tokyo. Pour cela, la Fédération a décidé d'engager quatre boxeurs, deux dames et deux hommes, dans les phases qualificatives qui auront lieu à Dakar (Sénégal) de février à mars 2020. Par ailleurs, toujours pour la promotion de ce sport, Arthur Emmanuel Boua a sa petite idée. « Nous allons inciter les clubs à faire de l'animation dans leurs communes et nous nous chargerons de les encadrer comme il le faut », confie-t-il, avant d'affirmer que des sections seront implantées dans les 31 régions du pays. Des Journées nationales de la Boxe sont annoncées au cours de cette année pour amener les jeunes à la pratique de cette discipline, ainsi que le retour des grands galas de boxe, qui jadis faisaient la fierté de ce sport et ont largement participé à sa vulgarisation. ■

FC Barcelone Le club le plus riche du monde



Le nouveau maillot de **Liverpool FC** sera dévoilé le 1er juin 2020.

Le FC Barcelone vient de réaliser une performance hors du commun. Pour la saison 2018 - 2019, aucune équipe n'a pu générer autant de revenus que le club catalan. Il a franchi pour la première fois la barre des 800 millions d'euros (471,129 milliards de FCFA) de rentrées d'argent, entre droits télé, sponsoring et billetterie (840,80 millions d'euros). C'est également la première fois que le Barça se hisse au sommet du classement établi chaque année par

le cabinet londonien Deloitte. La politique d'internalisation du merchandising et des activités liées aux licences menée par le Barça a permis au club de moins s'appuyer sur le marché fluctuant des redistributions des droits TV, tout en augmentant de façon spectaculaire ses revenus commerciaux. Le Real Madrid se classe deuxième avec près de 757 millions d'euros et Manchester United garde la troisième place grâce à ses 711 millions d'euros de revenus. ■

A.N

CARTONS DE LA SEMAINE

Les hommes de **Zinedine Zidane (Real Madrid)** ont glané leur premier trophée de la saison le 12 janvier, grâce à un ultime tir au but transformé par leur capitaine, Sergio Ramos. Le Real Madrid remporte sa 11ème Supercoupe d'Espagne, la première depuis 2017, après sa victoire face à l'Atlético Madrid à Jeddah, en Arabie saoudite.

Menacé depuis plusieurs semaines, **Ernesto Valverde** a été démis de ses fonctions d'entraîneur du Barça le lundi 13 janvier au soir, après plusieurs déconvenues et des critiques pour le jeu « peu brillant » du club. Quique Setién (61 ans) a été choisi pour lui succéder. Il a signé un contrat courant jusqu'à 2022.

« SEULES LES BÊTES » : LE « BROUTAGE » EN VEDETTE

« Seules les bêtes » est une production franco-allemande de Dominique Moll et Boris Van Gils, depuis quelques jours à l'affiche des Cinémas Majestic d'Abidjan. Un polar entre Abidjan et Paris qui fait la part belle aux jeunes acteurs ivoiriens.

ANTHONY NIAMKE



«Seul les bêtes» veut montrer un autre aspect des cybercriminels ivoiriens.

Dominique Moll (France) et Boris Van Gils (Allemagne), réalisateur et producteur exécutif du film, ont décidé de faire confiance à de jeunes acteurs ivoiriens en leur offrant leur premier rôle dans ce film de 117 minutes. La preuve que le cinéma ivoirien se porte à merveille et que la relève est bien assurée. L'œuvre, adaptée d'un roman de Colin Niel, raconte l'histoire d'une femme qui a disparu. Le lendemain d'une tempête de neige, sa voiture est retrouvée sur une route qui monte vers un plateau où se trouvent quelques fermes isolées. Alors

que les gendarmes n'ont aucune piste, cinq personnes se savent liées à cette disparition. Chacune a son secret, mais personne ne se doute que cette histoire a commencé loin de cette montagne balayée par les vents d'hiver, sur un autre continent, où le soleil brûle et où la pauvreté n'empêche pas le désir de dicter sa loi.

Brouteurs flambeurs Pourquoi des «brouteurs » opérant depuis la Côte d'Ivoire se sont-ils mêlés à la disparition de cette femme ? L'interrogation plonge le specta-

teur dans une aventure pleine de rebondissements, qui lève un coin du voile sur ce phénomène. « On a beau savoir que l'argent ne fait pas le bonheur, il est difficile de ne pas souhaiter en avoir pour être plus heureux. Les jeunes brouteurs ont un rapport à l'argent très spécial. Ils veulent flamber. Ils ne cherchent pas à améliorer leur quotidien. Ils vont tout dépenser en une soirée, faire croire qu'ils ont tellement d'argent qu'ils peuvent le jeter par la fenêtre. Ils ne se projettent pas vers l'avenir », explique le réalisateur Dominique Moll. Certaines scènes ont été tournées dans les quartiers de Treichville et de Yopougon, des zones réputées pour la forte présence de ces cybercriminels. « Nous avons voulu montrer ces jeunes dans leur désir de richesse et montrer aussi l'isolement d'un certain monde rural en France, mettre ces deux mondes face à face. Que l'on soit sur le Causse ou à Abidjan, au-delà des inégalités économiques, chacun recherche un idéal. Malgré Internet, qui désormais lie potentiellement tous les individus de la planète, le paradoxe du si loin, si proche est toujours présent », confie Dominique Moll. Le jeune acteur Guy-Armand N'Drin, qui joue le rôle d'Armand, est présélectionné pour les prochains Césars. ■

INFO PEOPLE

CARDI B VEUT DEVENIR NIGÉRIANE

Belcalis Marlenis Almanzar, alias Cardi B, a déclaré dans un tweet qu'elle demandait la nationalité nigériane en raison des agissements du Président américain, Donald Trump, dans la crise irano-américaine. La rappeuse de 27 ans dit redouter les répercussions que pourrait avoir ce conflit et a accusé M. Trump de mettre son peuple en danger. Le responsable gouvernemental nigérian Abike Dabiri - Erewa a répondu au tweet en affirmant que son pays avait hâte de l'accueillir et que ses portes lui sont ouvertes. Mais la nationalité nigériane n'est accessible qu'aux personnes nées au Nigeria ou à celles dont les parents sont Nigériens, ce qui n'est pas le cas de Cardi B. De plus, la rappeuse n'a pas vraiment d'attaches dans ce pays.



INFO PEOPLE

LE PRINCE HARRY VEUT PRENDRE SES DISTANCES DE LA FAMILLE ROYALE

Rien ne va plus à Buckingham Palace. Meghan Markle et le prince Harry ont récemment fait savoir qu'ils abandonnaient leurs fonctions royales. Les deux tourtereaux ont décidé de prendre leurs distances avec la famille régnante, ce qui a fait l'effet d'une bombe. Et pour cause : les parents du petit Archie n'auraient annoncé la nouvelle à personne, pas même à la reine Elisabeth II. Selon les rumeurs, il se murmure que depuis plusieurs mois le prince Harry serait en froid avec son aîné, le prince William. Ce dernier aurait été blessé par la décision de son frère, qui souhaite désormais vivre entre le Royaume-Uni et l'Amérique du Nord. Cependant, dans un communiqué rendu public, cette rumeur de querelle a été démentie.



Journal d'Abidjan
Thebdo

Directeur de publication :
Ousmane DIALLO

Directeur Général :
Mahamadou CAMARA

Directrice Déléguée :
Aurélie DUPIN

Rédacteur en chef :
Ouakaltio OUATTARA

Sécrétaire Général :
Eric DIOMANDE

Ont collaboré à ce numéro :
Malick S. - Anthony N. - Raphael TANOAH
Ange Stéphanie DJANGONE

Infographiste : J-Christophe ALLEGRA

Directeur commercial :
Ismaël OUATTARA

JOURNAL D'ABIDJAN, édité par JDA SARL, imprimé à Abidjan en 5.000 ex.
Dépôt légal : 12871 du 23 Mai 2016 JDA SARL : Cocody, Rue du Lycée Technique, Immeuble N2-Abidjan.
Tél : + 225 22 01 99 99
www.jda.ci / contact@jda.ci

Nouvelle
Collection
YeQar

Choisis ta Couleur!

